

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38000 Grenoble

Grenoble, le 01/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **OSIRIS GIE**

Rue Gaston Monmousseau  
Plateforme chimique de Roussillon  
38150 ROUSSILLON

Références : 2022 – IS107 RT

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement OSIRIS GIE implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 ROUSSILLON. L'inspection a été annoncée le 01/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée dans le cadre de l'action nationale sur les rejets aqueux. Elle a été l'occasion :

- pour la nouvelle inspectrice de connaître le site et ses enjeux environnementaux;
- de discuter des différentes non-conformités au rejet général ;
- de vérifier que toutes les conditions sont remplies pour la bonne réalisation de l'autosurveillance ;
- de suivre les suites de l'inspection réalisée en 2021 sur le sujet "eau".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OSIRIS GIE
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 ROUSSILLON
- Code AIOT dans GUN : 0006105221
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le GIE OSIRIS est un gestionnaire de services et d'infrastructures mutualisés de la plateforme chimique des Roches-Roussillon.

Une charte HSE, signée par les différents partenaires de la plateforme des Roches-Roussillon, définit

les responsabilités de chacun en matière d'hygiène, sécurité et environnement. Les services proposés par OSIRIS auprès des entreprises de la plateforme sont obligatoires (sécurité dont défense incendie, sûreté et environnement, santé au travail, énergie et utilités, trafic fer et route...) ou optionnels (contrôles analytiques, maintenance, informatique...). En terme d'installations, le GIE OSIRIS possède entre autre des chaudières et une station d'épuration.

Sur le plan administratif, le site est classé à autorisation pour plusieurs de ces activités : déchargement et chargement de liquides inflammables sur la station Trèfle, présence de déchets dangereux, présence d'une station d'épuration et d'installations de traitement des déchets, présence d'installations de combustion...

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- les risques de pollution dans l'air par les chaudières ;
- le risque de pollutions accidentelles dans l'eau lié aux eaux d'extinction d'un incendie, ainsi qu'aux rejets dans le canal national du Rhône d'épisodes de pollution.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de l'inspection du 09/09/2021
- Autosurveillance des rejets aqueux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
n°2022-1 : Obturation forages	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 4.1.3.2.	Mise en demeure	Lettre de suite préfectorale
N°2022 - 2 : Surveillance réseau d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 2 - 4.3.4	/	Lettre de suite préfectorale
n°2022-3 : Incident survenu chez Novacyl le 04/09/2021	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article Annexe 2.4.8.1.2	Demande d'action corrective	Lettre de suite préfectorale
N°2022-4 : Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 4.6.1.3.	/	Lettre de suite préfectorale
n°2022-5 : Incident survenu chez Novacyl le 04/09/2021	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article Annexe 2.4.8.1.2	Demande d'action corrective	Lettre de suite préfectorale
n°2022-6 : Respect VLE sortie TREFLE	AP Complémentaire du 24/11/2021, article Annexe 3.2.B Sortie station de traitement biologique Trèfle	Demande d'action corrective	Lettre de suite préfectorale
n°2022-9 : Température de l'échantillonnage	AP Complémentaire du 07/02/2011, article 4.8.1.4. Echantillonnage	/	Lettre de suite préfectorale
N°2022-10 : Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
N°2022-7 : Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 4.6.1.2.	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
N°2022-8 : Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 4.6.1.4.	/	Sans objet
N°2022-11 : Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de vérifier le respect des procédures d'autosurveillance par l'exploitant. L'établissement n'étant pas conforme sur de **nombreux paramètres au rejet général, les actions correctives prévues par l'exploitant devront faire l'objet d'un suivi pour une remise en conformité.** De plus, l'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées le **planning des actions à mener sur les réseaux d'eau** (égoûts, vannes, plan, obturation des puits).

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** n°2022-1 : Obturation forages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 4.1.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> « En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le complément de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines »
<b>Constats :</b> La mise en sécurité des puits a été demandée dans les rapports de l'inspection de 2016, reprise en 2018 puis en 2019. Une mise en demeure a été émise le 28 avril 2020. Lors de l'inspection de septembre 2021, l'exploitant a averti l'inspection que des échanges ont eu lieu entre OSIRIS et le Conservatoire des Espaces Naturels de l'Île de la Platière et qu'un dossier doit être déposé au service EHN de la DREAL AURA.  <b>L'exploitant a fourni un dossier à EHN le 15 juin 2022 afin de demander l'autorisation d'obturer les 7 puits situés sur l'Île de la Platière.</b>  La procédure de sécurisation des puits suit donc son cours mais <b>la mise en demeure n°DDPP-DREAL UD38-2020-04-08 du 28 avril 2020 ne peut être levée.</b>
<b>Demande d'action corrective n°1 :</b> L'exploitant informera l'inspection de l'avancée de ces démarches ainsi que de la date prévisionnelle de début et de fin de travaux d'obturation des puits situés sur l'Île de la Platière. <b>[Délais : au fil de l'eau]</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : N°2022 - 2 : Surveillance réseau d'eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 2 - 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> Les égouts doivent être étanches et leur tracé doit en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils doivent être visitables ou explorables par tout autre moyen. Les contrôles de leur bon fonctionnement, effectués de manière quinquennale au minimum, donnent lieu à compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> Dans sa réponse par mail du 17 octobre 2021, l'exploitant indique qu'il va regarder la possibilité de procéder à des <b>expertises robotisées des parties enterrées et non directement accessibles</b> des égouts des <b>canaux 1 et 2</b> (eaux de refroidissement). La partie de la plateforme concernée étant peu occupée, ces égouts semblent pouvoir être investigués facilement. S'agissant des égouts des canaux 3, 4N et 4S (eaux de process), <b>Osiris n'a pas de visibilité à l'heure actuelle quant à la possibilité de les mettre à disposition</b> . Ces égouts sont en circulation permanente avec des débits et des vitesses d'écoulement d'eaux importantes. Une intervention nécessiterait des arrêts d'atelier et/ou des déviations temporaires des flux d'eau. L'industriel indique que ces contrôles ne pourraient être réalisés que sur plusieurs années compte tenu de ces contraintes d'exploitation.
<b>Demande d'action corrective n°2 :</b> L'exploitant devra fournir un planning pluriannuel de contrôles visant à vérifier leur bon fonctionnement des égouts sur les différents canaux à l'inspection. <b>[Délais : 3 mois]</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : n°2022-3 : Incident survenu chez Novacyl le 04/09/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article Annexe 2.4.8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Étanchéité du réseau
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.  Une liste des installations concernées, même occasionnellement, est établie par l'exploitant, communiquée à l'inspecteur des installations classées et régulièrement tenue à jour.</p>
<p><b>Constats :</b>  Dans sa réponse le 27 octobre 2021, l'exploitant a informé la DREAL que l'inspection générale des réseaux d'eau a montré qu'<b>aucune des 5 vannes de dérivation au bassin grand sinistre n'est entièrement étanche.</b>  Après discussion avec l'exploitant, il a été constaté que :  - des <b>travaux ont été entrepris sur la vanne du canal 1</b>. Des tests d'étanchéité vont être réalisés par les pompiers dans les prochains jours ;  - il est <b>envisagé de réaliser les travaux sur les vannes des canaux 2 et 3</b> ;  - en ce qui concerne <b>les canaux 4N et 4S</b>, dont les débits sont très importants, un système de batardeaux permettant de dévier le réseau principal de chaque canal vers un réseau secondaire pourrait permettre une intervention, qui serait tout de même risquée. Cela demande donc une <b>réflexion préalable plus importante.</b>  Malgré les actions mises en place pour répondre à la demande d'action corrective n°3 de l'inspection du 09/09/2021, toutes les vannes ne sont pas étanches. <b>Cette DAC n'est donc pas soldée.</b></p>
<p><b>Demande d'action corrective n°3 :</b>  L'exploitant transmet un plan d'action comprenant les travaux d'étanchéité des 4 vannes restantes de dérivation au bassin grand sinistre, la réalisation de tests d'étanchéité et la transmission d'un mode opératoire sur la maintenance de ces vannes pour s'assurer que les anomalies détectées soient suivies d'actions correctives. <b>[Délais : 3 mois]</b>  Il transmet le résultat de ce contrôle et les comptes rendus d'intervention à l'inspection des installations classées. <b>[Délais : au fil de l'eau]</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : N°2022-4 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 4.6.1.3.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Schéma des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan de situation des ouvrages avec leurs caractéristiques (diamètre de canalisation, clapet anti-retour, position par rapport à la berge, cote de déversement, ... ) est établi et tenu à jour ; il doit être remis au service de la navigation Rhône-Saône, subdivision Rhône et Alpes et à l'inspecteur des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b>  Il a été constaté que les plans des égouts et des vannes de dérivation du bassin grand sinistre ne sont pas disponibles le jour de l'inspection.</p>
<p><b>Demande d'action corrective n°4 :</b> Mettre à disposition de l'inspection des installations classées un plan des réseaux complet et daté. <b>[Délais : 1 mois]</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : n°2022-5 : Incident survenu chez Novacyl le 04/09/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article Annexe 2.4.8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etanchéité du réseau
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur. Une liste des installations concernées, même occasionnellement, est établie par l'exploitant, communiquée à l'inspecteur des installations classées et régulièrement tenue à jour.
<b>Constats :</b> Le bassin grand sinistre a deux utilités : <ul style="list-style-type: none"><li>• 10 000m<sup>3</sup> sont consacrés aux eaux d'extinction d'incendie</li><li>• et 5000m<sup>3</sup> aux pollutions accidentelles déviées vers le bassin.</li></ul> Dès lors que le remplissage approche des 5000m <sup>3</sup> , toute pollution accidentelle ne peut donc plus être déviée vers le bassin grand sinistre, afin de laisser le volume libre pour les eaux d'extinction d'incendie. Dans ce cas, la pollution est orientée vers le rejet général. <b>Ce n'est pas satisfaisant.</b>  Il a été présenté, en séance, l'historique de remplissage du bassin pour le début d'année 2022. Ce remplissage est surveillé en continu. Le nombre de détournements ainsi que la société responsable de ce détournement (lorsque il est possible de déterminer la source de la pollution) est tracé et consigné par Osiris. Les deux plus gros contributeurs sont Elkem et Sequens (ex-Novacyl/Novapex).  Il a été constaté que le bassin grand sinistre approche des 5000m <sup>3</sup> dès qu'une pollution importante (en volume) est observée. L'historique montre que la limite de remplissage a été atteinte déjà deux fois au premier semestre 2022, malgré la changement de la pompe de vidange du bassin pour une pompe à plus grande capacité.
<b>Demande d'action corrective n°5 :</b> L'exploitant établit un plan d'action afin que le remplissage du bassin grand sinistre ne dépasse plus les 5000m <sup>3</sup> et ainsi éviter que des épisodes de pollutions soient envoyées au rejet général. Ce plan d'action doit être mis à disposition de l'inspection des installations classées. <b>[Délais : 3 mois]</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

## Nom du point de contrôle : n°2022-6 : Respect VLE sortie TREFLE

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 24/11/2021, article Annexe 3.2.B Sortie station de traitement biologique Trèfle

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets eau station épuración

**Prescription contrôlée :**

Nickel, Zinc	Plomb		
8 - Station de traitement biologique « Trèfle » Sortie station Trèfle			
Paramètres	Concentration maximale (mg/l) (en moyenne journalière sauf mention contraire)	Flux (kg/j)	Fréquence de surveillance
Débit maximal (moyenne journalière) : 3 000 m³/j			Continue avec maximum et moyenne journaliers
Débit maximal (moyenne mensuelle) : 1800 m³/jour			
pH	5,5 < pH < 8,5		
MES**	Moyenne journalière : 35 Moyenne mensuelle : 35 Moyenne annuelle : 20	105	
DCO	Moyenne journalière : 300 Moyenne mensuelle : 300 Moyenne annuelle : 270	570	
COT	100**	-	
Indice phénol	0,3	0,9	
Indice hydrocarbure	0,5 mg/l	1,5	
Cuivre	Moyenne journalière : 150 µg/l Moyenne mensuelle : 40 µg/l Moyenne annuelle : 25 µg/l	0,45	journalière
Nickel	Moyenne journalière : 200 µg/l Moyenne mensuelle : 180 µg/l Moyenne annuelle : 50 µg/l	0,6	
Chrome	Moyenne mensuelle : 25 µg/l Moyenne annuelle : 25 µg/l	0,08	
Aluminium	0,88	2,64	
Manganèse***	1	3	
Azote global	Moyenne journalière : 30 Moyenne mensuelle : 30 Moyenne annuelle : 15	90	
Phosphore total	Moyenne journalière : 10 Moyenne mensuelle : 10 Moyenne annuelle : 3	30	
DBO5	20	60	Hédonnaire
ADX	Moyenne journalière : 1 Moyenne mensuelle : 1 Moyenne annuelle : 0,5	2	
Zinc	Moyenne journalière : 800 µg/l Moyenne mensuelle : 200 µg/l Moyenne annuelle : 100 µg/l	2,4	Mensuelle
DEHP**	25 µg/l *	0,08	
Benzène	6 µg/l	0,02	
AMPA	450 µg/l	1,35	
Glyphosate	28 µg/l	0,08	Trimestrielle

### Constats :

En se référant aux déclarations de l'exploitant sur GIDAF (Sortie Trèfle - période janvier-mai), il a été observé plusieurs dépassements par rapport aux VLE inscrites dans l'APC du 24/11/2022 :

- MES : 20 dépassements en flux, 25 en concentration, dont 5 à 2x la VLE ;
- Corganique : 14 dépassements en concentration, dont 3 à 2x la VLE ;
- DCO : 18 dépassements en flux, dont 4 à 2xVLE en mai, 19 dépassements en concentration dont 6 à 2x la VLE ;
- Al : 9 dépassements en flux dont 4 à 2xVLE en mai, 24 dépassements en concentration dont 7 à 2xVLE ;
- Hydrocarbures totaux : 1 dépassement en concentration ;
- Cr : 5 dépassements en concentration ;
- Azote total : 1 dépassement en concentration ;
- DBO5 : 1 dépassement 2VLE en flux et en concentration.

L'arrêt de CERDIA a permis de faire baisser la charge polluante à l'entrée de TREFLE et de contribuer à la baisse des non-conformités (phosphore notamment). **Les dépassements observés lors de la précédente inspection ne se sont pas reproduits sauf pour les MES et un dépassement en Cr.** Par contre, il apparaît que d'autres paramètres ne sont plus conformes, comme notamment l'Al, le Corganique ou la DCO (paradoxalement lié à la fin des rejets de CERDIA).

En séance, l'exploitant a fait part de **différents projets ayant pour objectif de réduire au maximum ces épisodes de pollution.** Ces projets sont détaillés ici :



- MES : mise en place d'un **filtre à sable** en sortie d'usine (investissement validé) ;
- Métaux : d'ici fin septembre sera mise en place une injection d'**insolubilisant** permettant de complexer les métaux lourds. Il est à noter que cette méthode risque de ne pas fonctionner sur l'aluminium.
- DCO : réalisation d'une étude sur l'efficacité de **l'oxydation avancée** (péroxyde d'hydrogène + ultraviolets) pour aider les bactéries à gérer les gros épisodes de pollution.


L'exploitant indique également la nécessité à moyen terme d'augmenter les capacités de la station TREFLE (deuxième bassin biologique) compte tenu des projets annoncés sur la plateforme de Roussillon.

**Demande d'action corrective n°6** : Fournir à l'inspection des installations classées le planning des différentes actions prévues pour éviter les non-conformités en sortie de la station d'épuration TREFLE. **[Délais : 3 mois]**

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : N°2022-7 : Conditions de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 4.6.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Ouvrages de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ouvrage de rejet général du site doit être conçu et réalisé de façon à : <ul style="list-style-type: none"><li>- assurer une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur,</li><li>- limiter la perturbation du milieu aux abords du point de rejet,</li><li>- ne pas gêner la navigation.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection a pu se rendre au rejet général, sur les berges du Canal National du Rhône. Le contrôle visuel a permis de constater que le rejet n'est pas coloré et que l'environnement ne semble pas impacté (voir photo en PJ). <b>C'est satisfaisant.</b> Il est à noter que le rejet général de la plateforme chimique se situe très proche du rejet de la station d'épuration communale.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Pièces jointes :</b>  <p><i>Figure 1: Rejet général de la plateforme chimique de Roussillon (29/06/2022)</i></p>

**Nom du point de contrôle : N°2022-8 : Conditions de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 4.6.1.4.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Points de prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dispositif du rejet général est aisément accessible et aménagé de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans les effluents en toute sécurité.
<b>Constats :</b> Plusieurs points de prélèvements ont pu être vus par l'inspection : - le rejet général avec un point de prélèvement principal et un autre de secours ; - l'entrée de la station TREFLE ; - la sortie de la station TREFLE. Ces points de prélèvements sont accessibles. <b>C'est satisfaisant.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : n°2022-9 : Température de l'échantillonnage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/02/2011, article 4.8.1.4. Echantillonnage
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] cet échantillon est conservé à 4°C pendant 7 jours [...]
<b>Constats :</b> Il a été constaté que les échantillons au point de prélèvement principal du rejet général (situé à l'extérieur du bâtiment) <b>n'étaient pas maintenu à une température de 4°C. Ce n'est pas satisfaisant.</b>
<b>Demande d'action corrective n°7 :</b> Rétablir la bonne température (4°C) à l'intérieur de l'échantillonneur au point de prélèvement principal du rejet général. <b>[Délais : 1 mois]</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : N°2022-10 : Recalage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
<b>Prescription contrôlée :</b> Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait réaliser des contrôles réguliers de sa procédure d'autosurveillance au <b>rejet général</b> . L'Agence de l'eau mobilise tous les deux ans un laboratoire pour réaliser un diagnostic. Les rapports de 2019 et 2020 ont été vus en séance, il en ressort qu'Osiris a obtenu de très bons résultats sur les différents points audités par les laboratoires : mesure débit et échantillonneur, prélèvement et comparatif analytique. <b>C'est satisfaisant.</b>
<b>Demande d'action corrective n°8 :</b> Mettre en place un diagnostic de l'autosurveillance en sortie de la station TREFLE.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : N°2022-11 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Il a été constaté que tous les dépassements sur la période janvier-mai 2022 ont été commentés sur Gidaf par l'exploitant. Les détails des actions correctives ont été présentés en séance. <b>C'est satisfaisant.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet